

Elles en informent dans un délai de deux mois les autorités de l'Etat membre qui ont délivré le certificat retiré.

Elles renvoient le certificat d'immatriculation aux dites autorités si celles-ci font la demande dans les six mois suivant le retrait.

Art. 14. Le demandeur est toujours tenu de fournir au fonctionnaire dirigeant ou son délégué, dès que celui-ci lui en fait la demande, les renseignements qu'il juge nécessaires pour établir la recevabilité et la légitimité de la demande, particulièrement en ce qui concerne les véhicules à immatriculer qui, selon une source fiable et administrativement vérifiable, sont signalés volés, démolis ou tellement accidentés qu'ils sont considérés comme perte totale technique par la compagnie d'assurance qui couvre le risque de la responsabilité concernant ce véhicule.

Art. 3. L'article 25, § 2, dernière phrase du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'accord est donné sur le formulaire visé à l'article 11, § 1<sup>er</sup>; ».

Art. 4. L'article 41, § 1, 3<sup>o</sup> du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 3<sup>o</sup> L'article 13 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2004; »

Art. 5. Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication dans le *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre de la Mobilité et des Transports est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité et des Transports,  
Mme I. DURANT

Zij stellen de autoriteiten van de lidstaat die het ingenomen kentekenbewijs hebben afgegeven binnen de twee maanden daarvan op de hoogte.

Zij sturen het ingenomen kentekenbewijs aan de genoemde autoriteiten terug indien deze daar binnen zes maanden na de inneming om verzoeken.

Art. 14. De aanvrager moet steeds op het eerste verzoek aan de leidend ambtenaar of zijn gemachtigde de inlichtingen meedelen die deze noodzakelijk oordeelt om de ontvankelijkheid en de rechtmatigheid van de aanvraag vast te stellen, in het bijzonder voor wat betreft de in te schrijven voertuigen die vanuit een betrouwbare en administratief te verifiëren bron gesignaleerd zijn als gestolen, gesloopt of zodanig geaccidenteerd dat zij beschouwd worden als een totaal technisch verlies door de verzekeringsmaatschappij die het risico van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid betreffende dit voertuig dekt.

Art. 3. Artikel 25, § 2, laatste zin van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het akkoord wordt gegeven op het formulier vermeld in artikel 11, § 1; ».

Art. 4. Artikel 41, § 1, 3<sup>o</sup> van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3<sup>o</sup> Artikel 13 treedt in voege op 1 juni 2004. »

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de dag van haar publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. Onze Minister van Mobiliteit en Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,  
Mevr. I. DURANT

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1513

[S - C - 2003/09288]

20 MARS 2003. — Arrêté royal portant exécution de l'article 86<sup>ter</sup> du Code d'instruction criminelle

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 8 avril 2002 relative aux témoins anonymes a introduit dans la procédure pénale belge la possibilité de procéder à l'audition de témoins sous anonymat pour autant que certaines conditions légales soient réunies. A cet égard, le législateur a conféré un rôle central au juge d'instruction.

L'article 86<sup>ter</sup>, alinéa 4, du Code d'instruction criminelle, tel qu'inséré par la loi précitée, est libellé comme suit :

« Le juge d'instruction peut ordonner que le ministère public, la personne à l'égard de laquelle l'action publique est engagée dans le cadre de l'instruction ou l'inculpé, la partie civile et leurs conseils ne puissent assister à l'audition du témoin que dans un autre local, si cette mesure est nécessaire pour préserver l'anonymat du témoin. Dans ce cas, il a recours à un système de télécommunications. Le Roi fixe les critères minimaux auxquels ce système de télécommunications devra répondre. »

Par ailleurs, l'article 86<sup>ter</sup>, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle prévoit notamment que le juge d'instruction prendra toutes les mesures raisonnablement nécessaires pour tenir secrète l'identité du témoin, parmi lesquelles empêcher le témoin de répondre à toute question susceptible de conduire à la divulgation de son identité.

L'exposé des motifs de la loi du 8 avril 2002 précisa déjà que l'audition du témoin anonyme dans un local séparé constituait une des modalités dont le juge d'instruction pouvait faire usage pour tenir secrète l'identité du témoin. Il ne s'agit donc pas d'une règle générale. L'exposé des motifs ajouta :

« Celui-ci (le système de télécommunications) devrait permettre au minimum de déformer les signaux auditifs afin d'empêcher la reconnaissance de la voix du témoin, de transmettre les réponses du témoin

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1513

[S - C - 2003/09288]

20 MAART 2003. — Koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 86<sup>ter</sup> van het Wetboek van strafvordering

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 8 april 2002 betreffende de anonimiteit van de getuigen heeft in de Belgische strafprocedure de mogelijkheid ingevoerd om getuigen, indien aan bepaalde wettelijke voorwaarden is voldaan, anoniem te verhoren. De wetgever heeft daarbij aan de onderzoeksrechter een centrale rol toebedeeld.

Artikel 86<sup>ter</sup>, vierde lid, van het Wetboek van Strafvordering, zoals ingevoegd door voornoemde wet, luidt als volgt :

« Indien het verbergen van de identiteit van de getuige het vereist, kan de onderzoeksrechter bevelen dat het openbaar ministerie, de persoon tegen wie de strafvordering werd ingesteld in het kader van een gerechtelijk onderzoek of de in verdenkinggestelde, de burgerlijke partij en hun raadslieden het verhoor van de getuige uitsluitend in een afzonderlijke ruimte kunnen bijwonen, in welk geval wordt gebruik gemaakt van een telecommunicatievoorziening. De Koning bepaalt de minimale vereisten waaraan deze telecommunicatievoorziening dient te beantwoorden. »

Anderzijds voorziet artikel 86<sup>ter</sup>, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering onder meer dat de onderzoeksrechter alle maatregelen neemt die redelijkerwijze nodig zijn om de identiteit van de getuige verborgen te houden en, als onderdeel daarvan, dat hij de beantwoording door de getuige verhindert van elke vraag die tot de bekendmaking van zijn identiteit zou kunnen leiden.

De memorie van toelichting bij de wet van 8 april 2002 verduidelijkt reeds dat het verhoor van de anonieme getuige in een afzonderlijke ruimte één van de modaliteiten is waar de onderzoeksrechter gebruik van kan maken om de identiteit van de getuige verborgen te houden. Het is dus geen algemene regel. De memorie zegt verder nog het volgende :

« Deze (telecommunicatievoorziening) zou minstens moeten beschikken over het vermogen om auditieve signalen te vervormen teneinde de herkenning van de stem van de getuige te verhinderen, om de

non pas directement, mais après un certain délai, pour que le juge d'instruction puisse empêcher les parties d'entendre les réponses du témoin susceptibles de dévoiler son identité. Il devrait, enfin, permettre aux parties de poser au juge d'instruction les questions qu'elles désirent voir poser au témoin. »

Dans l'esprit du législateur, il faut confier au juge d'instruction qui souhaite procéder à une audition dans un local séparé, non seulement l'organisation de l'audition du témoin anonyme, mais également la régie centrale de la communication entre le local où a lieu l'audition et le local où les parties énumérées dans la loi peuvent écouter cette audition et y intervenir en formulant des questions.

La télécommunication entre les deux locaux devra par conséquent répondre à ce rôle central du juge d'instruction, qui doit préserver aussi bien l'anonymat du témoin que les droits de la défense. En outre, il faut également que le matériel prévu puisse dans la mesure du possible prévenir ou remédier à d'éventuelles erreurs ou manipulations incorrectes de la part du juge d'instruction, et que la communication soit sécurisée contre toute interception ou écoute illicites.

Pour les besoins de la télécommunication envisagée, seul un contact auditif est requis et toute liaison visuelle est exclue. Il est cependant capital que la voix du témoin anonyme — sa seule caractéristique physique qui pourrait permettre de le reconnaître — soit déformée à un stade aussi précoce que possible et de manière aussi radicale que la technique le permet.

Le seul autre élément qui pourrait permettre de reconnaître le témoin anonyme se situe au niveau du contenu de la déposition. C'est la raison pour laquelle il importe dans une mesure égale à la déformation de la voix que le juge d'instruction puisse à tout moment interrompre la liaison entre les deux locaux ainsi que la compréhension du témoin dans le local où se trouvent les parties, ce pour éviter que le témoin puisse dévoiler son identité par une réponse trop spontanée ou trop circonstanciée à une question posée.

Par conséquent, le schéma minimum envisagé se présente comme suit :

Le matériel utilisé devra être portable. En effet, il n'est pas possible de doter chaque palais de justice séparé du matériel prévu par cet arrêté. La fréquence d'utilisation attendue est trop faible pour qu'il en soit ainsi. En outre, il se peut que soit le local d'audition soit le local séparé où se trouvent les parties soit situé en dehors du palais de justice. Par conséquent, l'installation du matériel et la transmission de la communication doivent pouvoir se faire non seulement dans et entre différents locaux situés dans un même bâtiment, mais également dans et entre différents bâtiments qu'une grande distance sépare. Le matériel pourrait être gardé dans les locaux d'un service de police spécialisé et mis à la disposition du juge d'instruction sur demande. Le matériel devra également être facile à utiliser, en particulier par le juge d'instruction et/ou son greffier, le procureur du Roi et le personnel du tribunal lui-même.

Un équipement de télécommunication portable, composé de deux modules (un pour le local d'audition et un autre pour le local des parties), devra permettre d'établir dans chacun des deux locaux une communication auditive bien compréhensible.

Le matériel destiné au local d'audition prévaudra sur le matériel destiné au local des parties dans la mesure où il appartiendra au juge d'instruction présent dans le local d'audition de décider si la communication et laquelle sera transmise vers le local des parties. Celles-ci auront uniquement la possibilité d'écouter lorsque le juge d'instruction en décidera ainsi.

Le matériel destiné au local des parties devra leur permettre une interaction avec le local d'audition en ce sens qu'elles devront pouvoir non seulement suivre l'audition d'une manière bien compréhensible, mais également soumettre elles-mêmes des questions au juge d'instruction avant et pendant l'audition. Entre le local des parties et le local d'audition, la communication pourra uniquement se faire avec le juge d'instruction, pas avec le témoin, mais celui-ci devra être en mesure de suivre cette communication.

Le matériel mis à la disposition du juge d'instruction dans le local d'audition devra comprendre un micro directionnel qui permet de reproduire uniquement la voix du juge d'instruction à l'exclusion de tout bruit ambiant, ce pour éviter que le témoin anonyme se fasse accidentellement connaître par des bruits de fond pendant que le juge d'instruction est en communication avec le local des parties.

Le matériel devra en outre être muni de deux boutons du type "push-to-talk", l'un pour permettre la transmission de la communication tant qu'on appuie sur le bouton, et l'autre - clairement distinct du

antwoorden van de getuige niet rechtstreeks, doch met vertraging weer te geven, zodat de onderzoeksrechter kan verhinderen dat het antwoord van de getuige door de partijen wordt gehoord indien hierdoor zijn identiteit zou onthuld worden, en zou de partijen moeten toelaten om vragen op te geven aan de onderzoeksrechter die zij aan de getuige gesteld wensen te zien. »

Indien de onderzoeksrechter wenst over te gaan tot het verhoor in een afzonderlijke ruimte, dan dient, overeenkomstig de bedoeling van de wetgever, aan de onderzoeksrechter, naast de organisatie van het verhoor van de anonieme getuige, ook de centrale regie toebedeeld te worden van de communicatie tussen de ruimten waarin het verhoor plaatsvindt en de ruimte waar de in de wet opgesomde partijen dit verhoor kunnen beluisteren en middels het opgeven van vragen erin kunnen tussenkomen.

Bijgevolg dient de telecommunicatie tussen de beide ruimtes afgestemd te zijn op deze centrale rol van de onderzoeksrechter, die zowel de anonimiteit van de getuige dient te beschermen als de rechten van de verdediging te vrijwaren. Daarbij dient eveneens in acht genomen te worden dat de voorziene apparatuur waar mogelijk ook vergissingen of verkeerde manipulaties door de onderzoeksrechter moet kunnen voorkomen of ondervangen, en dat de verbinding moet beveiligd worden tegen ongeoorloofde onderschepping of af luisteren.

Waar voor de behoeften van de vooropgestelde telecommunicatie enkel een auditief contact vereist is, met uitsluiting van elke visuele verbinding, is het verder cruciaal dat de stem van de anonieme getuige — zijnde zijn of haar enige fysieke eigenschap die tot herkenning kan leiden — in een zo vroeg mogelijk stadium en zo volledig als technisch mogelijk wordt vervormd.

Het enige andere herkenningspunt ten aanzien van de anonieme getuige kan gelegen zijn in de inhoud van de afgelegde verklaring. Vandaar is het van even groot belang als de stemvervorming, dat de onderzoeksrechter op elk moment de verbinding tussen de beide ruimten, respectievelijk de verstaanbaarheid van de getuige in het lokaal waarin de partijen zitten, kan onderbreken. Zulks om te vermijden dat de getuige door een al te spontaan of te omstandig antwoord op een gestelde vraag, zijn identiteit zou blootgeven.

Het als minimum vooropgestelde stramien is dus het volgende :

De gebruikte apparatuur moet draagbaar zijn. Het is immers niet mogelijk om elk afzonderlijk gerechtsgebouw uit te rusten met de hier voorziene apparatuur. Daarvoor is de verwachte gebruiksfrequentie te klein. Bovendien bestaat de mogelijkheid dat het verhoorlokaal, respectievelijk de afzonderlijke ruimte waar de partijen zich bevinden, buiten het gerechtsgebouw gelegen is. Bijgevolg moet het mogelijk zijn om de apparatuur op te stellen en communicatie door te sturen, niet enkel tussen verschillende ruimten gelegen in eenzelfde gebouw, maar ook tussen verschillende gebouwen die op ruime afstand van mekaar gelegen zijn. De apparatuur kan in de lokalen van een gespecialiseerde politiedienst bewaard worden en op aanvraag ter beschikking van de onderzoeksrechter gesteld worden. De apparatuur moet ook eenvoudig te bedienen zijn, meer bepaald door de onderzoeksrechter en of/zijn griffier, de procureur des Konings en personeel van de rechtbank zelf.

Via draagbare telecommunicatieapparatuur, bestaande uit twee modules (één voor het verhoorlokaal en één voor het lokaal met de partijen), dient in elk van beide ruimtes een goed verstaanbare auditieve communicatie tot stand kunnen gebracht worden.

De apparatuur in het verhoorlokaal is prioritair ten aanzien van de apparatuur in het lokaal met de partijen. Het is namelijk de onderzoeksrechter in het verhoorlokaal die beslist of en welke communicatie zullen doorgezonden naar het lokaal met de partijen. De partijen zelf zullen enkel kunnen luisteren wanneer de onderzoeksrechter daartoe beslist.

De apparatuur in het lokaal met de partijen dient het mogelijk te maken dat deze partijen interactie kunnen voeren met het verhoorlokaal, in die zin dat zij het verhoor niet enkel op een goed verstaanbare wijze moeten kunnen volgen, maar ook dat zij zelf aan de onderzoeksrechter vragen kunnen opgeven voor en tijdens het verhoor. De communicatie van het lokaal met de partijen mag enkel gebeuren met de onderzoeksrechter, maar niet met de getuige. De getuige moet wel in staat zijn deze communicatie te volgen.

In het verhoorlokaal dient de apparatuur ter beschikking van de onderzoeksrechter te bestaan uit een gerichte microfoon, die enkel de stem van de onderzoeksrechter zelf weergeeft, met uitsluiting van alle omgevingsgeluiden. Zulks om te vermijden dat de anonieme getuige zich per ongeluk kenbaar zou maken middels achtergrondgeluiden terwijl de onderzoeksrechter communicatie voert met het lokaal met de partijen.

Verder dient de apparatuur te voorzien in twee drukknoppen van het "push-to-talk"-type: één die de doorzending van communicatie toelaat wanneer en zolang deze wordt ingedrukt, en een duidelijk onderschei-

premier - uniquement pour permettre la transmission de la communication du témoin anonyme tant qu'on appuie sur le bouton. Cela signifie que pour éviter tout accident, le juge d'instruction devra systématiquement maintenir les deux boutons appuyés pour permettre la transmission de la communication du témoin anonyme.

Le microphone mis à la disposition du témoin anonyme devra être directionnel pour qu'il puisse uniquement capter la voix du témoin lorsque celui-ci parle près et en face du microphone.

La voix du témoin anonyme devra être déformée de manière telle qu'elle ne soit plus reconnaissable sur la base de caractéristiques individuelles ou générales, comme l'âge et le sexe, propres au témoin. La déformation de la voix devra intervenir dès que le microphone capte la voix du témoin. Lorsque l'audition fera l'objet d'enregistrements, seule la voix déformée pourra être enregistrée.

Enfin, la liaison de télécommunication devra présenter la caractéristique d'être cryptée dès le début de la transmission et décryptée dès qu'elle arrive à destination. La ligne devra être sécurisée contre toute interception.

#### Commentaire des articles

##### Article 1<sup>er</sup>

Cet article présente d'une manière générale le contenu de l'arrêté royal.

##### Article 2

Le principe de base pour le système de télécommunications réside dans le fait que l'audition a lieu dans deux locaux séparés. Deux types de matériel sont dès lors requis : d'une part pour le local où se trouvent le juge d'instruction et le témoin anonyme (ainsi que le greffier éventuellement), et d'autre part pour le local où se trouvent les autres parties que le juge d'instruction aura invitées. Chaque type de matériel devra être intégré dans une valise portative. Pour chaque audition de témoin anonyme, il y aura donc lieu de solliciter les deux types de matériel.

##### Article 3

Cet article décrit les caractéristiques techniques communes aux deux types de matériel : ils devront l'un et l'autre être dotés d'une fonction téléphonique, de fonctions de cryptage et de décryptage (pour éviter l'interception de la communication pendant sa transmission), ainsi que d'une fonction de haut-parleur.

##### Article 4

Cet article décrit les caractéristiques techniques du matériel destiné aux parties présentes à l'audition. La seule spécificité requise concerne la présence d'un certain de microphones pour permettre aux parties de poser éventuellement des questions au juge d'instruction.

##### Article 5

Cet article décrit les caractéristiques techniques du matériel destiné au juge d'instruction et au témoin anonyme. Dans la mesure où le juge d'instruction assurera la régie de l'audition, c'est lui qui contrôlera comment et quand il y aura communication vers l'autre local et quoi sera exactement communiqué. A cet effet, il disposera d'un certain nombre de boutons du type "push-to-talk", ce qui signifie que le juge d'instruction devra appuyer sur le bouton pour rendre la transmission de la communication possible.

Le juge d'instruction disposera par ailleurs aussi du matériel d'enregistrement pour l'enregistrement de l'audition.

##### Article 6

Cet article dispose que l'exécution de l'arrêté royal relève de la responsabilité du ministre de la Justice.

##### Article 7

Cet article règle l'entrée en vigueur de l'arrêté royal.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

den tweede drukknop die enkel de communicatie van de anonieme getuige doorlaat wanneer en zolang hij wordt ingedrukt. Dit beduidt dus dat, teneinde ongelukken te vermijden, de onderzoeksrechter telkens twee knoppen moet ingedrukt houden om communicatie van de anonieme getuige te laten doorzenden.

De microfoon ter beschikking van de anonieme getuige moet gericht zijn opdat deze van de getuige slechts zou opvangen wanneer hij van op korte en rechte afstand in de microfoon spreekt.

De stem van de anonieme getuige dient vervormd te zijn op een zodanige wijze dat zij niet herkenbaar is op basis van individuele of algemene kenmerken, zoals leeftijd of geslacht, die eigen zijn aan de getuige. Deze vervorming dient te gebeuren onmiddellijk wanneer de microfoon de stem van de getuige ontvangt. In geval er opnamen worden gemaakt van het verhoor, mag enkel de vervormde stem worden opgenomen.

Tenslotte moet de telecommunicatieverbinding van die aard zijn dat zij geëncrypteerd is van zodra de doorzending begint, en gedecrypteerd wordt van zodra deze aankomt. De lijn moet beveiligd zijn tegen onderschepping.

#### Artikelsgewijze bespreking

##### Artikel 1

Dit artikel beschrijft algemeen de inhoud van dit koninklijk besluit.

##### Artikel 2

Het basisprincipe van de telecommunicatievoorziening is dat het verhoor in twee afzonderlijke ruimtes gebeurt. Daartoe is apparatuur vereist van twee verschillende types, enerzijds voor in het lokaal waar de onderzoeksrechter en de anonieme getuige (en eventueel de griffier) zich bevinden, anderzijds voor in het lokaal waar de andere partijen uitgenodigd door de onderzoeksrechter zich bevinden. Deze apparatuur is telkens in één draagbare koffer verwerkt. Zo zal voor elk verhoor van een anonieme getuige de twee types van apparatuur aangevraagd dienen te worden.

##### Artikel 3

Dit artikel beschrijft de technische kenmerken die gemeenschappelijk zijn aan de twee types van apparatuur: ze hebben beide een telefoonfunctie, een encryptie- en decryptiefunctie (zodat de communicatie tijdens de overbrenging ervan niet kan onderschept worden), en een luidsprekerfunctie.

##### Artikel 4

Dit artikel beschrijft de technische kenmerken voor de apparatuur van de partijen aanwezig bij het verhoor. Het enige wat hier nog specifiek nodig is, is een aantal microfoons waardoor de partijen eventueel vragen kunnen stellen aan de onderzoeksrechter.

##### Artikel 5

Dit artikel beschrijft de technische kenmerken voor de apparatuur van de onderzoeksrechter en de anonieme getuige. Gezien de onderzoeksrechter de regie over het verhoor waarneemt, is hij het die de controle zal hebben over hoe, wanneer en wat precies gecommuniceerd zal worden naar de andere locatie. Daartoe beschikt hij over een aantal drukknoppen van het "push-to-talk"-type, d.w.z. dat de onderzoeksrechter de knop moet indrukken om overgang van communicatie mogelijk te maken.

Bij de onderzoeksrechter bevindt zich tevens de opnameapparatuur, waarmee het verhoor opgenomen wordt.

##### Artikel 6

Dit artikel bepaalt dat het de Minister van Justitie is die verantwoordelijk is voor de uitvoering van dit besluit.

##### Artikel 7

Dit artikel bepaalt de inwerkingtreding van het koninklijk besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

**20 MARS 2003. — Arrêté royal portant exécution de l'article 86ter du Code d'instruction criminelle**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 86ter du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 8 avril 2002 relative à l'anonymat des témoins;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence,

Considérant que dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité et la criminalité organisée, les membres du pouvoir judiciaire doivent pouvoir procéder le plus rapidement possible à l'audition de témoins dont l'identité doit être complètement tenue secrète;

Considérant que l'article 86ter du Code d'instruction criminelle, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2002, dispose que le juge d'instruction peut ordonner que les parties à la procédure pénale ne puissent assister à l'audition du témoin que dans un autre local, auquel cas il a recours à un système de télécommunications;

Que les critères minimaux auxquels ce système de télécommunications doit répondre doivent être fixés de manière stricte et urgente afin de permettre au juge d'instruction d'organiser adéquatement l'audition du témoin dont l'identité doit être complètement préservée;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les critères minimaux auxquels doit répondre le système de télécommunications visé à l'article 86ter du Code d'instruction criminelle sont fixés dans le présent arrêté.

**Art. 2.** Le système de télécommunications est composé de deux types de matériel : d'une part, le matériel destiné au juge d'instruction et au témoin anonyme, qui se trouvent dans un local, et d'autre part, le matériel destiné aux parties présentes à l'audition, qui se trouvent dans un autre local. Chaque type de matériel doit être intégré ou rangé dans une valise portative.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Chaque type de matériel sera doté d'une fonction téléphonique permettant la réception de signaux d'appel ainsi que des connexions au réseau de téléphonie qui sont nécessaires à cet effet. Le matériel destiné au juge d'instruction et au témoin anonyme sera en outre doté de la fonction permettant d'émettre des appels et de libérer les lignes de communication.

§ 2. Chaque type de matériel sera doté d'une fonction de cryptage et d'une fonction de décryptage, qui devront pouvoir être adaptées par le gestionnaire du matériel lorsque des raisons de sécurité le requièrent.

§ 3. Chaque type de matériel sera doté d'une fonction de haut-parleur et d'un bouton de réglage du volume.

**Art. 4.** Le matériel destiné aux parties présentes à l'audition comprendra un ou plusieurs microphones permettant de reproduire et de capter les voix dans tout le local.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Le matériel destiné au juge d'instruction et au témoin anonyme comprendra deux microphones directionnels permettant une reproduction strictement dirigée, un pour le juge d'instruction et un pour le témoin anonyme. Il conviendra de veiller à ce que ces microphones ne reproduisent pas de bruits de fond ou d'échos de voix.

§ 2. Le microphone destiné au témoin anonyme sera doté d'un déformateur de voix empêchant de le reconnaître, même sur la base de l'âge ou du sexe.

§ 3. Le microphone destiné au juge d'instruction sera muni des boutons de régie suivants :

a) un bouton du type "push-to-talk", permettant de transmettre la communication vers le matériel destiné aux parties présentes à l'audition, et vice-versa;

b) un bouton du type "push-to-talk" permettant de transmettre la voix du témoin anonyme.

Aucune transmission de la voix du témoin ne pourra en aucun cas être possible sans que le juge d'instruction appuie sur les deux boutons simultanément.

**20 MAART 2003. — Koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 86ter van het Wetboek van Strafvordering**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 86ter van het Wetboek van Strafvordering, ingevoegd bij de wet van 8 april 2002 betreffende de anonimiteit van de getuigen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, in het licht van de bestrijding van de zware en de georganiseerde criminaliteit, de leden van de rechterlijke macht zo spoedig mogelijk moeten kunnen overgaan tot het verhoor van getuigen wiens identiteit volledig verborgen moet worden gehouden;

Overwegende dat artikel 86ter van het Wetboek van Strafvordering, in werking getreden sedert 1 november 2002, voorziet dat de onderzoeksrechter kan bevelen dat de partijen in de strafprocedure, het verhoor van de getuige uitsluitend in een afzonderlijke ruimte kunnen bijwonen, in welk geval er gebruik wordt gemaakt van telecommunicatie;

Dat het bepalen van de minimale vereisten waaraan deze telecommunicatie dient te beantwoorden, strikt en dringend vereist is om de onderzoeksrechter toe te laten het verhoor van de getuige wiens identiteit volledig dient afgeschermd te worden, adequaat te organiseren.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De minimale vereisten waaraan de telecommunicatievoorziening, bedoeld in artikel 86ter van het Wetboek van Strafvordering, dient te voldoen, worden beschreven in onderhavig besluit.

**Art. 2.** De telecommunicatievoorziening bestaat uit twee types apparatuur: enerzijds apparatuur voor de onderzoeksrechter en de anonieme getuige, die zich op één locatie bevinden, en anderzijds de apparatuur voor de partijen aanwezig bij het verhoor, die zich op een andere locatie bevinden. Per type wordt de apparatuur in één draagbare koffer ingewerkt of opgeborgen.

**Art. 3. § 1.** Elk type van apparatuur is voorzien van een telefoonfunctie, waardoor oproepsignalen kunnen worden ontvangen, en de daarvoor nodige aansluitingen op een telefonienet. De apparatuur voor de onderzoeksrechter en de anonieme getuige bevat bovendien de functie waardoor oproepen kunnen worden gedaan en de communicatielijnen worden opgesteld.

§ 2. Elk type van apparatuur is voorzien van een encryptie- en decryptiefunctie, die door de beheerder van de apparatuur kunnen worden aangepast indien zulks nodig mocht zijn omwille van veiligheidsredenen.

§ 3. Elk type van apparatuur is voorzien van een luidsprekerfunctie met een volumeregelpop.

**Art. 4.** De apparatuur voor de partijen aanwezig bij het verhoor bevat één of meerdere microfoons voor de weergave en de opname van stemmen in heel het lokaal.

**Art. 5. § 1.** De apparatuur voor de onderzoeksrechter en de anonieme getuige bevat twee directionele microfoons voor streng gerichte weergave, één voor de onderzoeksrechter en één voor de anonieme getuige. Er wordt op toegezien dat deze microfoons geen achtergrondgeluiden of in het lokaal teruggekaatst stemgeluid weergeven.

§ 2. De microfoon voor de anonieme getuige is uitgerust met een stemvormer die geen herkenning toelaat, zelfs niet op basis van leeftijds of geslacht.

§ 3. De microfoon voor de onderzoeksrechter is uitgerust met de volgende regiedrukknoppen:

a) een drukknoop van het type "push-to-talk", die de communicatie doorlaat met de apparatuur voor de partijen aanwezig bij het verhoor, in beide richtingen;

b) een drukknoop van het type "push-to-talk", die de stem van de anonieme getuige doorlaat.

In ieder geval is er geen stemoverdracht van de getuige mogelijk zonder dat twee drukknoppen tegelijk ingedrukt worden door de onderzoeksrechter.

§ 4. Le matériel destiné au juge d'instruction et au témoin anonyme comprendra en outre un enregistreur permettant de reproduire la communication entre les deux types de matériel avant qu'ait lieu le cryptage et après que la voix du témoin ait été déformée. Cet appareil enregistrera en outre les signaux déformés du témoin ainsi que les signaux normaux du juge d'instruction et des autres parties présentes à l'audition.

**Art. 6.** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

§ 4. De apparatuur voor de onderzoeksrechter en de anonieme getuige bevat tevens een opnametoestel dat de communicatie tussen de twee types apparatuur weergeeft vooraleer de encryptie plaatsgrijpt en na vervorming van de stem van de getuige. Dit toestel neemt tevens de vervormde signalen van de getuige en de normale signalen van de onderzoeksrechter en de andere partijen aanwezig bij het verhoor op.

**Art. 6.** Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag van de publicatie ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Gegeven te Brussel, 20 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE, SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES ET SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2003 — 1514

[C — 2003/21092]

**4 AVRIL 2003.** — Arrêté royal portant modification de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur, de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente et de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs

RAPPORT AU ROI

Sire,

1. Contexte et objectif du présent arrêté

L'arrêté royal qu'on soumet à Votre signature a comme objet d'adapter différentes lois dans le cadre de l'implémentation des projets « Déclaration Electronique Unique Starters » (DEUS) et « Banque-Carrefour des Entreprises ».

Afin de faire évoluer le E-portal des autorités fédérales vers un portail transactionnel le choix s'est porté sur la mise à disposition d'un certain nombre de transactions via le portail dans le courant de 2003.

Un de ces projets consiste à développer DEUS pour deux secteurs, à savoir le secteur horeca et le secteur des intermédiaires de crédit.

Les procédures suivantes ont été entre autre retenues :

- inscription des intermédiaires de crédit (SPF Economie);
- déclaration 240V aux Accises (SPF Finances) : taxe de patente sur les débits de boissons spiritueuses;
- demande d'une licence C : exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe III (Commission des jeux de hasard- SPF Justice).

Comme déjà mentionné un certain nombre de lois doivent être adaptées.

Conformément à l'article 73 et ss. de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, des lois existantes peuvent être modifiées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres (arrêté-cadre), après avis de la Commission de coordination créée conformément à cette loi, afin d'harmoniser les règles en matière d'identification des entreprises.

Les arrêtés pris en exécution de la disposition légale susmentionnée doivent être confirmés par le législateur endéans les deux ans de leur publication au *Moniteur belge* au risque de cesser d'être en vigueur.

En outre, l'article 409 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 autorise que des dispositions légales en vigueur puissent être abrogées, complétées ou modifiées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres afin de permettre la communication électronique entre, d'une part, les citoyens et les entreprises et, d'autre part, les pouvoirs publics.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2003 — 1514

[C — 2003/21092]

**4 APRIL 2003.** — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht en van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. Situering en doel van dit besluit

Het koninklijk besluit dat wij U ter ondertekening voorleggen strekt ertoe diverse wetten aan te passen in het kader van de uitvoering van de projecten « De Elektronische Unieke Startersaangifte » (DEUS) en « Kruispuntbank van Ondernemingen ».

Om de E-portal van de federale overheid verder uit te bouwen tot een transactioneel portaal werd geopteerd om een aantal transacties in de loop van 2003 beschikbaar te stellen via de portal.

Een van de projecten die werd weerhouden bestond uit de ontwikkeling van DEUS voor twee sectoren, nl. de horeca en de kredietbemiddelaars.

Volgende procedures werden onder andere weerhouden :

- inschrijving kredietbemiddelaar (FOD Economie);
- aangifte 240V bij de Accijnzen (FOD Financiën) : vergunningsrecht op het verstrekken van sterke drank;
- aanvraag voor een licentie C : uitbating van een zaak met kansspelen van klasse III (Kansspelcommissie – FOD Justitie).

Zoals reeds vermeld, dienen een aantal wetten aangepast te worden.

Overeenkomstig artikel 73 e.v. van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister en tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen, kunnen bestaande wetten bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit (kaderbesluit), na advies van de overeenkomstig deze wet opgerichte Coördinatiecommissie, gewijzigd worden teneinde de regels inzake de identificatie van ondernemingen te harmoniseren.

De besluiten die in uitvoering van bovenvermelde wettelijke bepaling genomen werden, moeten wel binnen de twee jaar na hun publicatie in het *Belgisch Staatsblad* door de wetgever bekrachtigd worden, zoniet houden zij op van kracht te zijn.

Bovendien machtigt artikel 409 van de programmawet (I) van 24 december 2002 de Koning om, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de van kracht zijnde wettelijke bepalingen op te heffen, aan te vullen of te wijzigen teneinde de elektronische communicatie tussen de burger en de ondernemingen, enerzijds, en de overheid, anderzijds,